Principes généraux de l'accueil

Qui a droit à l'accueil ?

La loi accueil¹ s'adresse :

- aux personnes qui introduisent une demande d'asile en Belgique (pendant toute la durée de la procédure, recours compris)²
- aux membres de leur famille³
- aux mineurs étrangers non accompagnés (MENA)⁴
- aux familles avec enfants mineurs en séjour irrégulier⁵

Les personnes accueillies sur base de leur demande d'asile et dont la procédure d'asile se termine négativement, peuvent prolonger⁶ leur accueil sous certaines conditions. Le droit à l'accueil est prolongé automatiquement pour raison d'unité familiale. Ce droit peut également être prolongé, sur base d'une demande expresse adressée à Fedasil, dans une série de cas énumérés par la loi.⁷

Pour plus d'informations sur les catégories de personnes bénéficiaires de l'accueil ainsi que sur le régime des prolongations de l'accueil, voir la fiche pratique « L'accueil des bénéficiaires de la loi du 12 janvier 2007. Pratique et évolutions. » disponible sur le site du CIRE.

Qu'est-ce que l'accueil ?

L'accueil doit permettre aux bénéficiaires de mener une vie conforme à la dignité humaine. Il est délivré principalement sous forme d'aide matérielle dans une structure d'accueil (centre FEDASIL ou Croix-Rouge, Initiative locale d'accueil, Structure CIRE-VWV) mais peut également l'être sous forme d'aide sociale par un CPAS⁸. Dans ce cas, il relève de la loi CPAS⁹ et non de la loi accueil¹⁰.

Les droits des bénéficiaires de l'accueil:

Le droit à l'accueil n'est soumis à aucune enquête préalable de l'état de besoin, sauf pour les familles avec enfant mineur en séjour irrégulier¹¹. Il ne peut en principe pas être supprimé¹². La continuité de l'accueil doit être assurée lors de la transition de l'aide matérielle vers l'aide sociale¹³.

¹ Loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers. Cette loi a été modifiée par la loi du 30 décembre 2009 portant dispositions diverses.

² Ce principe connaît une série d'exceptions suite aux modifications apportées par la loi du 30 décembre 2009. Il s'agit principalement des demandeurs d'asile régularisés, des personnes ayant introduit une 3^{ème} demande d'asile (ou plus) et des personnes faisant l'objet d'une sanction d'exclusion temporaire de l'accueil. Pour plus d'infos, voir fiches pratiques « L'accueil des bénéficiaires de la loi du 12 janvier 2007. Pratique et évolutions. » et « Mesures d'ordres et sanctions » disponibles sur le site du CIRE.

³ Art. 6, § 1er, 3^o alinéa loi 12 janvier 2007

⁴ Art. 59 loi du 12 janvier 2007

⁵ Art. 60 loi du 12 janvier 2007

⁶ Nouvel art. 7 de la loi du 12 janvier 2007, introduit par la loi du 30 décembre 2009

⁷ Cas prévus par l'art 7, § 2 loi 12 janvier 2007 : année scolaire en cours, grossesse, parent d'enfant belge, engagement de retour volontaire, raisons médicales et circonstances indépendantes de la volonté du demandeur d'asile.

⁸ Art. 3 loi du 12 janvier 2007

⁹ Loi du 8 juillet 1976 concernant les centres publics d'action sociale

¹⁰ Art. 8, §2 loi du 12 janvier 2007

¹¹ Art. 60 loi du 12 janvier 2007

¹² Art. 5 loi du 12 janvier 2007. Ce principe connaît une série d'exceptions suite aux modifications apportées par la loi du 30 décembre 2009 (voir note 2 ci-dessus).

¹³ Art. 57 loi du 12 janvier 2007

Droit à un hébergement:

L'hébergement est fourni par la structure d'accueil désignée comme lieu obligatoire d'inscription¹⁴, appelé « code 207 ». Cette structure est soit communautaire, soit individuelle¹⁵. Les bénéficiaires, les structures d'accueil et FEDASIL peuvent demander une modification¹⁶ ou une suppression¹⁷ de ce lieu obligatoire d'inscription¹⁸. Une telle demande peut être faite pour des raisons soit subjectives (unité familiale, santé¹⁹, vulnérabilité²⁰, linguistique), soit objectives (4 mois de résidence dans un centre communautaire²¹).

Droit à un accueil adapté:

En vue de déterminer si l'accueil est adapté, la situation du bénéficiaire est évaluée dans les 30 jours de son arrivée et ensuite de manière continue²². Si le lieu obligatoire d'inscription ne correspond pas, il peut être modifié²³.

Droit à un accompagnement social :

Les bénéficiaires doivent avoir un travailleur social de référence qui tient à jour leur dossier social qui leur est disponible²⁴.

Droit à un accompagnement médical²⁵ :

Les bénéficiaires de l'accueil ont droit aux soins repris dans la nomenclature INAMI. Cependant, un arrêté royal complète cette disposition en ajoutant certains soins, non repris dans la nomenclature INAMI, mais pris en charge par Fedasil, et, à l'inverse, en supprimant certains soins, repris par l'INAMI, mais non couverts par Fedasil²⁶. Néanmoins, en vertu du droit du patient à bénéficier d'un accompagnement conforme à la dignité humaine, il est possible de demander une dérogation spécifique sur ces soins de santé auprès du directeur général de l'Agence.

De plus, en cas de refus de soins par le médecin de la structure d'accueil, un recours est ouvert contre cette décision auprès de FEDASIL²⁷.

Droit à un accompagnement psychologique:

Les bénéficiaires ont droit aux soins psychologiques qui leur sont nécessaires²⁸.

Droit à l'argent de poche ²⁹:

Tout bénéficiaire a droit à une allocation journalière³⁰.

Pour les personnes qui résident en centre communautaire, il est possible de majorer cette allocation en prestant des services communautaires.

¹⁴ Art. 9 loi du 12 janvier 2007

¹⁵ Art. 16 à 21 loi du 12 janvier 2007

¹⁶ Art. 12, §2 loi du 12 janvier 2007

¹⁷ Art. 13 loi du 12 janvier 2007

¹⁸ Instructions FEDASIL 24 octobre 2007

¹⁹ Art. 28 loi du 12 janvier 2007

²⁰ Art. 38 loi du 12 janvier 2007

²¹ Art. 12, §1 loi du 12 janvier 2007

²² Arrêté royal du 24 avril 2007

²³ Art. 22 loi du 12 janvier 2007

²⁴ Art. 31 loi du 12 janvier 2007

²⁵ Art. 23 à 29 loi du 12 janvier 2007

²⁶ Arrêté royal du 9 avril 2007

²⁷ Art. 25, §7 loi du 12 janvier 2007

²⁸ Art. 30 loi du 12 janvier 2007

²⁹ Art. 34 de la loi accueil

³⁰ Arrêté royal du 1er avril 2007

Droit d'accès à:

L'information³¹, l'aide juridique³², un service d'interprétariat³³, des formations³⁴, au programme de retour volontaire³⁵.

Légalité des mesures d'ordres et sanctions:

Il n'est plus obligatoire qu'une liste limitative des mesures d'ordres qui peuvent être prises à l'encontre d'un bénéficiaire soit déterminée par arrêté royal. Seules la procédure et les autorités habilitées à prendre des mesures d'ordre doivent être fixées par arrêté royal³⁶. Celui-ci n'a pas encore été pris.

Les seules sanctions autorisées³⁷ sont celles qui sont définies par la loi accueil, à savoir :

- 1° avertissement formel
- 2° exclusion d'activité
- 3° exclusion des services communautaires rémunérés
- 4° restrictions d'accès a certains services
- 5° travaux d'intérêt généraux
- 6° transfert
- 7° l'exclusion temporaire du bénéfice de l'accueil (maximum 1 mois)

Pour plus d'informations, voir la fiche pratique « Mesures d'ordre et sanctions » disponible sur le site du CIRE.

Le droit de porter plainte et les recours:

Toute violation des droits garantis aux bénéficiaires par la loi accueil peut être portée devant le Tribunal du travail³⁸, sauf s'il s'agit d'un recours contre les sanctions 4°, 5° et 6°, dans ce cas il doit être effectué d'abord en interne³⁹. Il est également possible de porter plainte en interne contre les conditions de vie et le règlement d'ordre intérieur d'une structure d'accueil⁴⁰.

Législation :

Toute la législation relative à l'accueil est disponible sur le site du CIRE:

<http://www.cire.irisnet.be/services/accueil/legislation.html>

Pour toute information supplémentaire

Les deux juristes du service accueil des demandeurs d'asile du Ciré sont à votre disposition pour toute information complémentaire :

Valentine De Muylder 02/629 77 05	Anouar Echaddadi 02/629 77 37
--------------------------------------	----------------------------------

³¹ Art. 14 loi du 12 janvier 2007

³² Art. 33 loi du 12 janvier 2007

³³ Art. 15 loi du 12 janvier 2007

³⁴ Art. 35 loi du 12 janvier 2007

³⁵ Art. 54 loi du 12 janvier 2007

³⁶ Art. 44 loi du 12 janvier 2007 modifié par la loi du 30 décembre 2009

³⁷ Art. 45 loi du 12 janvier 2007 modifié par la loi du 30 décembre 2009

³⁸ Art. 580, 8°, f) du Code judiciaire

³⁹ Art. 47 loi du 12 janvier 2007

⁴⁰ Art. 46 loi du 12 janvier 2007

vmu@cire.be

aechaddadi@cire.irisnet.be